

Manifestation à Ramallah contre la reprise de « négociations » avec l'occupant

lundi 29 juillet 2013 - FPLP

 Imprimer



Manifestation à Ramallah, contre la reprise des pseudo-négociations avec l'occupant israélien

Le Front Populaire pour la Libération de la Palestine [FPLP] a dénoncé la police de l'Autorité palestinienne [AP] et les assauts lancés par les forces de sécurité contre les manifestants à Ramallah le 28 juillet 2013, alors que ceux-ci manifestaient contre le retour de l'Autorité palestinienne dans des discussions avec Israël, et mettaient en garde contre les concessions dangereuses pour les droits nationaux palestiniens.

La police palestinienne a attaqué les manifestants à coups de matraque alors qu'ils marchaient vers la Muqata - le siège présidentiel de l'AP - et blessé des dizaines de participants à une marche pacifique et populaire contre les négociations. La décision de l'AP - l'acte individuel du président Mahmoud Abbas - est tout à fait contraire aux décisions des institutions nationales palestiniennes, y compris le Conseil central de l'OLP, et reflète une culture d'insouciance, de laxisme, de manque de responsabilité, et de mépris de la loi et des traditions nationales de notre peuple.

Le FPLP a exigé que ceux qui ont ordonné et exécuté ces violences soient tenus responsables de leurs actions. Le FPLP a déclaré que cette protestation contre la reprise des négociations est le début d'un mouvement populaire qui représente le peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur Palestine, pour appeler à mettre fin aux négociations absurdes et à tout l'héritage d'Oslo, en obligeant ceux qui normalisent avec l'occupation à rendre des comptes. Les manifestants exigent le retour aux institutions internationales, dont l'ONU, pour lutter pour les droits des Palestiniens, en mettant fin à la division. Ils exigent également la création d'une stratégie alternative et nationale de résistance pour obtenir les droits de notre peuple : le droit au retour, l'autodétermination, l'indépendance, la souveraineté, et notre capitale à Jérusalem.

Des centaines de manifestants se sont joints à la manifestation à Ramallah et à une manifestation simultanée à Gaza. Addameer, l'organisation de soutien aux prisonniers et Human Rights Association ont rapporté que parmi les dizaines de blessés lors de la manifestation se trouvait la camarade Khalida Jarrar, membre du Bureau politique du FPLP et député au législatif. Des manifestants blessés ont ensuite été arrêtés dans l'hôpital même.

Le camarade Maher al-Taher, membre du Bureau politique du FPLP et responsable de sa branche en exil, a fermement condamné la répression par l'Autorité palestinienne des manifestations contre le retour aux négociations, et a déclaré que c'est le droit de notre peuple d'exprimer sa volonté librement et de refuser le retour de ces négociations absurdes et la soumission aux diktats des États-Unis.

Al-Taher a ajouté : « l'objectif principal des États-Unis et d'Israël dans ce retour aux négociations est d'empêcher l'explosion de la situation en Palestine au visage de l'occupation, et d'empêcher les Nations Unies et à la Cour pénale internationale de poursuivre les dirigeants du terrorisme sioniste. » Taher a appelé les Palestiniens à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine à rejeter et à condamner le retour aux négociations en raison du risque que cela fait courir à notre cause et aux droits nationaux de notre peuple, et qui ne bénéficieront qu'à l'ennemi sioniste et aux États-Unis.



Les flics d'Abbas en pleine action.... Ces supplétifs sont payés, formés, encadrés et entraînés par Israël, l'Union européenne et les États-Unis,

Les dirigeants, les cadres et les membres du Front, ainsi que d'autres factions et organisations se sont joints à la manifestation place de Palestine dans la ville de Gaza, contre la reprise des négociations et contre la décision de l'AP de Ramallah d'y retourner. Les manifestants scandaient des slogans contre la coordination répressive et la normalisation [avec l'occupant], et appelaient à traduire en justice ceux qui se sont engagés dans des réunions avec les sionistes et reviennent à des négociations qui violent les lignes rouges palestiniennes.

Notre camarade Mariam Abou Daqqa, membre du Bureau politique du FPLP, a encouragé la construction d'une campagne impliquant les masses du peuple palestinien et visant à rejeter le retour aux négociations et à faire pression sur les responsables palestiniens pour qu'ils n'aillent pas à Washington. Abu Daqqa a déclaré que l'initiative de revenir aux négociations est une concession grave qui endommage profondément le consensus national palestinien et menace les droits des Palestiniens.

Elle a dit aussi que les droits nationaux des Palestiniens sont inaliénables, qu'ils ne seront pas échangés pour de l'argent dans une soi-disant « paix économique », et que la Palestine est la Palestine du fleuve [Jourdain] à la mer [Méditerranée], et que les réfugiés palestiniens reviendront. Abu Daqqa a également exigé l'arrêt immédiat de la coordination policière [entre l'AP de Ramallah et l'occupant sioniste] et à traduire en justice ceux qui pratiquent la normalisation et obéissent jour et nuit aux dirigeants sionistes.

Elle a également demandé à tous de se mobiliser et de se joindre à la lutte contre le Plan Praver sioniste, qui vise à déplacer les populations palestiniennes et à saisir leurs terres dans le Naqab, et de construire une stratégie nationale démocratique alternative qui rejette la voie d'Oslo et soit basée sur la résistance dans la totalité de ses formes. Elle a salué les prisonniers dans les prisons de l'occupation et surtout le secrétaire général du FPLP Ahmad Sa'adat, en disant que le Front continuera à faire face à toutes les tentatives d'imposer la soumission, la colonisation, la normalisation, et d'absurdes négociations.